

JEAN-PAUL SARTRE

Situations, VI

nrf

GALLIMARD

Il a été tiré de l'édition originale de cet ouvrage trente-six exemplaires sur vélin de Hollande van Gelder, numérotés de 1 à 36, et cent vingt exemplaires sur vélin pur fil Lafuma-Navarre, numérotés de 37 à 156.

*Tous droits d'adaptation, de reproduction et de traduction réservés pour tous pays, y compris l'U.R.S.S.
© 1964, Éditions Gallimard.*

PORTRAIT DE L'AVENTURIER

J'accepte avec plaisir d'ajouter quelques mots au remarquable essai de Stéphane sur l'aventurier. Non pour en faire l'éloge ou le recommander : il se recommande de soi. C'était une idée ingénieuse que de rapprocher ces trois noms et ces trois vies; le lecteur jugera si le rapprochement a été fructueux. Je ne voudrais pas non plus le commenter ou me risquer à le compléter : je craindrais de tomber dans la paraphrase, tant les idées y sont riches et nettes. Ce qui me tente c'est de mettre en lumière un parallèle qui est perpétuellement sous-entendu dans cet ouvrage et auquel Stéphane a eu la malignité de ne faire qu'une brève allusion.

En lisant ce portrait de l'aventurier (j'aurais préféré : de l'homme d'action), chacun de nous se reporté en pensée à son contraire, le militant. Il semble même qu'il suffirait de prendre le contre-pied de tout ce qu'avance Stéphane pour se faire une idée passable du communiste moyen. Pourtant aventurier et militant ne s'opposent pas simplement comme deux concepts abstraits. Ce sont des hommes vivants qui s'affrontent, se connaissent et se reconnaissent, quelquefois s'al-

et qu'il faut parier, et sa fidélité même devient humaine; elle ne se fonde plus sur l'impossibilité de quitter le P. C. mais sur la volonté d'y rester... A partir de là, d'autres rapports peuvent s'établir entre les masses et les responsables, entre les militants et les chefs; la conscience de classe peut redevenir une conscience; c'est ce qui fait l'utilité d'un livre comme le vôtre. Je sais fort bien qu'on ne le diffusera pas dans le grand public, que les journaux du Parti le calomnieront ou le passeront sous silence, mais il est là, il existe, c'est un témoignage, chacun peut s'y référer, l'apprécier, le discuter. Ne ferait-il que poser la question à quelques milieux de militants intellectuels, il aurait rempli son rôle. Car il y a une question; et c'est la nôtre aussi bien que celle des Yougoslaves : puisque, au moment même où le monde humain va se noyer dans l'objectivité absolue, le subjectif soudain se redécouvre, comment doit-on penser l'histoire et l'action politique pour sauver à la fois et l'un par l'autre le mouvement révolutionnaire et la subjectivité?

Personne ne peut prévoir ce qui adviendra du titisme; personne ne peut en saisir aujourd'hui la signification véritable. C'est pour cela qu'il faut parier pour lui. Quand les jeux sont faits, rien ne va plus, l'homme disparaît. Ce qui mesure la grandeur humaine d'une entreprise, c'est qu'on puisse jusqu'au bout parier pour ou contre sa réussite.

*Préface au Communisme yougoslave de
Louis Dalmas, 1950.*

SOMMES-NOUS EN DÉMOCRATIE ?

Il était absurde de mourir pour Dantzig, il sera raisonnable de mourir pour la démocratie : du moins, c'est ce qu'on nous répète tous les jours. Je ne discute pas le principe : si l'on ne donne pas sa vie pour « quelque chose », on finira par la donner pour rien. Mais ayant de mourir pour la démocratie, je voudrais être assuré d'y vivre. Il paraît justement que c'est le régime de mon pays : je le veux bien, mais quand j'en cherche des preuves, je m'aperçois qu'elles reposent toutes sur le témoignage d'autrui. J'ai lu sur des timbres-poste et sur le fronton des mairies que l'État français se nommait République; je peux lire la Constitution, les lois organiques, les codes; mais les historiens savent depuis longtemps que l'étude des lois écrites ne rend pas compte du fonctionnement réel des institutions. On m'a donné dans mon enfance une vue optimiste de l'histoire qui se fondait sur le mythe du progrès. D'après cette conception très officielle, les souffrances et les labeurs de nos ancêtres, depuis Cro-Magnon jusqu'à Valmy, acheminaient l'espèce humaine vers le moment sacré où la bourgeoisie prendrait enfin le pouvoir. Je ne suis pas

tout à fait délivré de cet optimisme et comme on m'a persuadé que chaque période historique réalisait un progrès sur la période antérieure, et contenait en germes les progrès futurs, j'incline à croire encore que la quatrième République est nécessairement plus démocratique que la Troisième, celle-ci plus que la Seconde. Malheureusement pour nous, cette clé n'ouvre plus aucune porte : le progrès, quand la bourgeoisie montait, c'était l'explication universelle. Aujourd'hui qu'elle descend, on a changé toutes les serrures, la confusion des esprits est telle que la bourgeoisie nomme *régressifs* les gouvernements fascistes qui sont pourtant sortis de son sein, et qu'on appelle progressistes les partis populaires qui remplacent le mythe optimiste de l'évolution par la foi tragique et catastrophique dans les révolutions. Mais, si je ne crois plus au progrès, qui donc m'assure que la démocratie n'est pas en décadence? Sais-je comment elle fonctionne à Alger, à Gao ou simplement au Creusot? Bref, je connais par ouï-dire le régime de la France où je vis comme le relief de l'Afghanistan où je n'ai jamais mis les pieds.

Beaucoup de gens, cependant, prétendent qu'ils ont une intuition constante et pratique de nos institutions. Pour eux la démocratie, c'est une évidence; ils en prennent conscience chaque jour dans l'exercice même de leurs fonctions, quand ils font respecter leurs droits et même quand ils remplissent leurs devoirs. Vous pouvez aller et venir, penser et dire ce que vous pensez, vous votez, vous êtes informés des événements par une presse indépendante, garantis contre l'arbitraire de l'État et des particuliers : c'est cela, la démocratie.

Mais pour moi, tout n'est pas si clair. Je vois

bien, en effet, que nous sommes, comme d'ailleurs n'importe quel membre de n'importe quelle communauté nationale, pourvus de certains droits et astreints à certains devoirs. Mais dès que je désire m'assurer que j'ai réellement les droits que l'on m'a reconnus, tout se brouille. Il est certain que j'ai le droit de vote. Mais suis-je sûr qu'on ne va pas escamoter ma voix? Supposons que la nation à laquelle j'appartiens soit obligée d'aligner sa politique étrangère sur celle d'un pays plus puissant qui la « protège » : qu'importe alors que mon bulletin contribue à faire accéder tel parti ou tel autre au « pouvoir »? Qu'importe puisque justement il n'y a plus de pouvoir, puisque tous les gouvernements feront la même politique? Pour savoir si j'ai *vraiment* le droit de vote, il est nécessaire que je détermine d'abord si la France a conservé ou perdu sa souveraineté. Autre exemple : j'ouvre un journal, chaque matin, pour y chercher des informations vraies sur ce qui s'est passé la veille. J'ai confiance dans la presse parce que je sais qu'elle est « libre ». Cela signifie qu'elle n'est pas soumise à la censure et que le Gouvernement de mon pays n'a pas le moyen de faire directement pression sur elle. Mais supposons que la situation de la France et du monde ne permette pas à cette presse de remplir les conditions économiques et sociales qui lui garantissent sa liberté concrète; supposons que les grands quotidiens soient contraints par la conjoncture historique — et sans même se vendre — de renoncer par eux-mêmes à leur indépendance; supposons que les notions mêmes de vérité et d'objectivité perdent leur sens dans une société déchirée par la lutte des classes et dans un monde divisé en deux blocs antagonistes. Si je m'avisais de cela

tout à coup, ma belle confiance s'évanouirait : je me trouverais brusquement entouré d'un mur de mensonge. L'idéal de la presse serait alors l'objectivité; sa réalité la mystification permanente. Si nous continuons chaque matin à acheter le journal, c'est que nous refusons par principe de poser la question. Bref, nous croyons sentir à chaque instant nos libertés et nos droits parce qu'on nous a persuadés d'abord que nous vivions en régime démocratique. Mais si, au lieu d'exercer réellement mon droit de vote, je ne faisais que participer à la cérémonie dérisoire de l'isoloir et du bulletin, bref si mes actes de citoyen se métamorphosaient secrètement en gestes, on m'a si bien endoctriné que je ne m'en apercevrais pas. Et si pourtant, à quelque vague malaise, je pressentais que tout ne va pas comme il faudrait, j'en accuserais les hommes plutôt que le régime.

Il est vrai que j'ai certains pouvoirs réels. Mais comment décider s'ils me viennent de la Constitution ou du fait que j'appartiens à la classe privilégiée? Je suis libre de voyager à l'étranger et les citoyens soviétiques ne le sont pas. D'accord. Mais les ouvriers français ne le sont pas non plus. Ils ont le droit abstrait de franchir les frontières : mais les imagine-t-on touristes? Et s'ils veulent émigrer, des organismes nationaux et internationaux statueront sur leur cas. En somme, tout le monde a les mêmes droits mais tout le monde n'a pas le droit d'en jouir. Le régime dans lequel je vis est beaucoup plus démocratique pour moi que pour un manœuvre; n'est-ce pas, sous une autre forme, la vieille division des libres citoyens en passifs et en actifs? Nous inclinerions, en effet, à juger des lois selon nos préjugés. J'ai vu d'ex-

cellents esprits qui trouvaient la loi des *apparetements* fort démocratique. Après tout, disaient-ils, si le P. C. n'est pas content (ou le M. R. P.) qu'il s'apparente. Ils feignaient de croire que l'isolement des communistes tenait à une sorte de bouderie. Si on leur démontrait le contraire, ils haussaient les épaules : gaullistes et staliniens sont des factieux; une loi qui sauvegarde la démocratie ne peut être anti-démocratique. Cependant, ils acceptaient d'un cœur léger qu'on faussât les poids et les mesures; on avait décrété, d'un trait de plume, qu'une voix donnée à ces partis valait moins qu'une autre, on avait décidé que certaines opinions avaient un droit moindre à se faire représenter, ils se disaient démocrates et ils étaient contents.

Pour ces raisons et pour beaucoup d'autres, il nous a semblé qu'il fallait essayer de nous démystifier. Nous entreprenons, à partir d'aujourd'hui, une enquête sur le fonctionnement réel de la démocratie française. La conjoncture historique, sous son aspect social, économique, international, permet-elle le libre jeu des principes démocratiques? Quel est, dans les domaines essentiels (presse, administration coloniale, justice, police, assemblées parlementaires, etc.) le décalage entre le droit et les faits? La France est-elle encore une nation souveraine? le suffrage universel est-il le mode réel d'élection? l'administration, aux colonies, se conforme-t-elle aux contrats passés par le Gouvernement? jouissons-nous réellement des garanties qu'on nomme *habeas corpus*? etc. Il est trop tôt, évidemment, pour déterminer avec exactitude la véritable structure de la société française d'aujourd'hui (qui n'est, très certainement, ni une démocratie

ni un totalitarisme déguisé). Mais il nous semble possible, dès à présent, de *faire le point*. Nous consacrerons une série d'articles à débrouiller ce mélange complexe de faits et de valeurs, de mythes et de réalités, de reculs et d'avances, de mystifications et de vérités. L'aide de nos lecteurs ne sera pas superflue : nous nous adressons à eux, car cette entreprise n'aura de sens que si elle est collective. Qu'ils nous communiquent donc, si elle les intéresse, tous les faits qui peuvent nous être utiles (dans un sens ou dans l'autre : nous n'avons pas de parti pris). Nous tiendrons compte de toutes les critiques et de toutes les suggestions qu'ils voudront bien nous faire et si leur nombre ne nous permettait pas de les publier *in extenso* nous leur consacrerions, en tout cas, des commentaires spéciaux.

Un dernier mot pour éviter tout malentendu : les décalages que nous pouvons être amenés à constater sont susceptibles de recevoir différentes interprétations. On peut soutenir, par exemple, qu'il existe dans un ciel platonicien une République idéale que les imperfections de la nature humaine empêchent seules de réaliser sur terre. On peut soutenir aussi que le jeu normal des institutions démocratiques a été faussé par des événements extérieurs et qu'il est possible de réparer la machine. On peut soutenir enfin que l'âge d'or de la démocratie est derrière elle; la décomposition du régime serait simplement le prodrome de ce césarisme qui, d'après l'histoire comparée, suit régulièrement l'ère des Républiques.

Aucun de ces points de vue n'est le nôtre et, d'ailleurs, nous ne nous soucions pas ici de philosopher sur l'histoire. Pour nous, la démocratie est un régime bourgeois et les contradictions

que nous pourrions y relever sont intérieures à la société bourgeoise. Il n'y a pas de démocratie idéale; il y a un régime libéral qui engendrait des contradictions dès le principe parce qu'il supposait le problème résolu : on niait en effet — sur le papier — la réalité des classes et de la lutte des classes; on prétendait n'envisager que le citoyen isolé et abstrait, dans son rapport avec l'État ou avec d'autres citoyens isolés. S'il y a eu un âge d'or du libéralisme politique et si quelques naïfs croient pouvoir s'y référer aujourd'hui pour condamner le « pourrissement » de nos institutions, c'est que le régime censitaire ou l'écrasement d'un prolétariat encore mal organisé par les armées de la bourgeoisie avaient pour temps supprimé les manifestations visibles de la lutte des classes. Silencieux ou désemparé, le prolétariat n'apparaissait pas alors comme un agent historique; de sorte que le Gouvernement, les Chambres et les organes du pouvoir judiciaire semblaient, en effet, les émanations d'une société sans classes : la seule classe bourgeoise les produisait, les contrôlait et les utilisait à son profit; ils ne pouvaient donc refléter les contradictions d'une société qu'ils n'exprimaient pas entièrement. Nous verrons que le décalage sans cesse accru dans certains domaines, entre les faits et les principes, manifeste au contraire la résistance du réel, c'est-à-dire à la fois le glissement de l'Europe et de sa bourgeoisie et l'apparition, dans le cadre de la nation, d'une classe ouvrière organisée et consciente d'elle-même. L'instabilité du Gouvernement, la vaine et constante recherche d'une majorité parlementaire ne viennent pas, comme on l'affirme à droite, de la perversité de nos députés : mais en se reflétant sur le terrain parlementaire la lutte

des classes a détraqué un organisme expressément conçu pour refléter l'harmonie des « milieux » sociaux et pour leur permettre de composer leurs intérêts. Nous constaterons en même temps que, dans d'autres secteurs, les réalisations démocratiques marquent un « progrès » sur l'avant-guerre; mais nous verrons aussi que ce progrès même, par les conséquences qu'il engendre, contribue à détruire le régime qui l'a réalisé; comme si la réalisation intégrale de la démocratie bourgeoise devait coïncider avec sa totale destruction. Il n'y a pas lieu de s'en étonner : dans la mesure même où la pensée libérale niait l'existence des classes, avec l'intention à peine dissimulée de masquer le véritable problème, elle devait engendrer la représentation claire d'une société sans classes qui serait la *vérité* de la démocratie bourgeoise et qui contribuerait à sa perte.

Les Temps Modernes, n° 78.

« LA FIN DE L'ESPOIR »

Une nuit, pendant l'occupation, nous étions réunis quelques amis et moi dans une chambre d'hôtel. Tout à coup une voix inconnue a crié au secours dans la rue. Le son de cette voix était tel que, sans nous concerter, nous sommes descendus en courant : nous avons trouvé la rue déserte, nous avons fait le tour du pâté de maisons et n'avons rencontré personne. Nous sommes retournés à notre travail mais de toute la nuit cette voix n'a cessé de crier dans nos oreilles. Une voix sans visage, sans nom qui criait pour tous : en ces temps de peur nous attendions tous une aide lointaine, un secours qui tardait et chacun se demandait s'il n'avait pas entendu sa propre voix. C'est cette voix qu'il m'a semblé reconnaître quand j'ai lu pour la première fois *La Fin de l'espoir*; c'est elle qui, de Madrid, a lancé cet appel à la fin de janvier 1946. Elle disait alors : « Il est presque trop tard »; et l'appel nous parvient en 1950. Quand nous l'avons publié, dans *Les Temps Modernes*, nous avons reçu des lettres, elles nous demandaient : « Qui est Hermanos? Où est-il? » J'ai répondu : « Je ne sais pas. » Elles offraient de l'argent, de l'aide; j'ai répondu : « Il est trop tard. »